administratives inextricables et elle blessait au point le plus sensible tous les peuples fatalement condamnés à perdre leurs colonies isolées, mais elle rendait impossible une réconciliation avec les Magyars et elle brisait les traditions les plus invétérées. Pinkas (1) déclara qu'il n'était pas seulement Tchèque mais Bohême, et que quelque respectables que fussent les droits des nationalités il se refusait à leur sacrifier les intérêts matériels du pays et son influence ; on s'aperçut que les querelles des races si bruyantes qu'elles fussent, n'avaient pas supprimé les liens noués par l'histoire, et l'on reprit pour base les divisions traditionnelles (2).

Ces remarques ne sont que trop vraies ; les difficultés administratives et les traditions historiques étaient un obstacle insurmontable pour ce projet. L'idée était très simple et encore plus séduisante, mais seulement en apparence. Les socialistes seuls parmi les partis politiques actuels en Bohême ont adopté son principe essentiel comme article de leur programme. Abandonnés par les partis nationaux, les principes de ce projet sont aujourd'hui le point dont partent les socialistes tchèques et allemands pour résoudre la question des nationalités. Ils s'efforcent de construire sur cette base un programme national détaillé et de réussir là surtout, où Palatsky n'a osé présenter son système en entier, dans l'administration. Et le peuple tchèque, dégoûté des luttes nationales de la bourgeoisie tchèque et allemande, ne se montre pas trop défavorable à cette idée, si on en

(1) Un des amis de Palatsky.

(2) E. Denis, *O. c.*